

Février 2020

FRANCE – IMMOBILIER

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES 2020

OLIVIER ÉLUÈRE



FRANCE

L'ESSENTIEL

Un marché très dynamique en 2019

- **Dans le logement ancien, le nombre de transactions atteint de nouveaux records et dépasse le million**, avec 1 070 000 unités en novembre 2019 (cumul sur douze mois), +11% sur un an. **Les prix de vente continuent à s'accroître**, +3,1% sur un an dans l'ancien au T3 2019.
- Ce *boom* tient aux facteurs de soutien structurels à la demande, à une conjoncture plutôt favorable et surtout à des **conditions de crédit très attractives**. Les taux de crédit sont très bas et continuent à s'effriter, 1,17% en décembre 2019, ce qui conforte l'effet d'aubaine, et les emprunteurs bénéficient d'un allongement de la durée des crédits et d'une réduction de l'apport personnel.
- **Un tassement apparaît toutefois dans le logement neuf**, avec des ventes à peu près stables en 2019. Cela s'explique par le **recentrage des mesures fiscales** (dispositif Pinel notamment) sur les zones tendues et par **une offre insuffisante** (rareté du foncier et difficulté à obtenir des permis de construire, notamment à l'approche des élections municipales).

Vers un léger freinage du marché en 2020

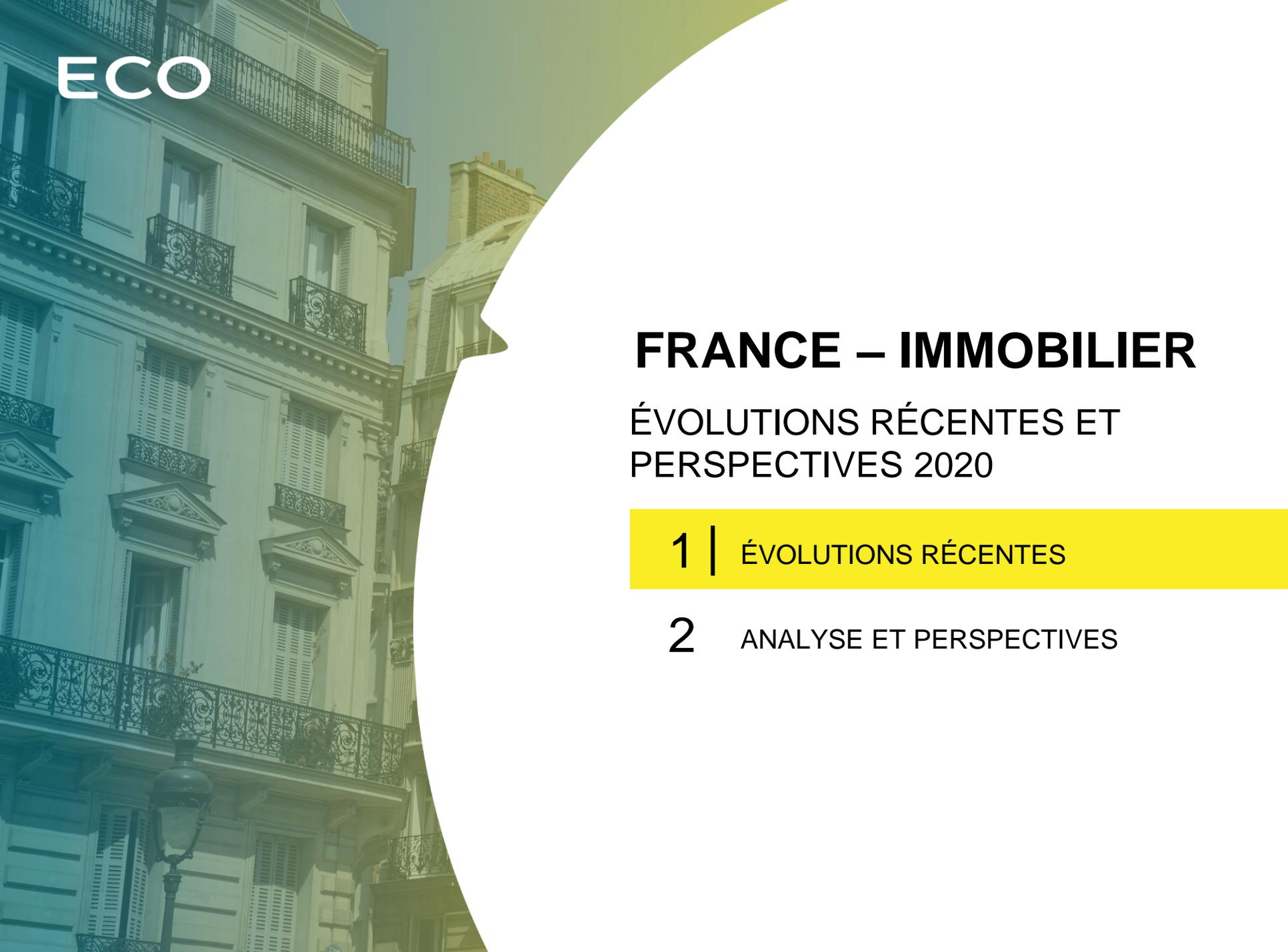
- **En 2020, le marché va rester soutenu, mais devrait se replier légèrement dans l'ancien et dans le neuf.**
- **Les taux de crédit vont rester très bas**. Les rendements des OAT dix ans vont en effet se maintenir à un niveau proche de zéro d'ici fin 2020, compte tenu des mesures de soutien de la BCE et d'une aversion au risque face aux incertitudes multiples. **Les conditions de crédit**

devraient toutefois être un peu resserrées, suite aux recommandations du Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – (notamment 15% maximum des nouveaux prêts pourraient présenter un taux d'effort supérieur à 33% du revenu, contre environ 26% actuellement d'après l'enquête mensuelle de l'ACPR).

- De plus, **les prix vont continuer à remonter, notamment dans le neuf**, du fait de la faiblesse de l'offre et de la remontée des coûts de construction, ce qui conduirait à un effritement de la capacité d'achat. En revanche, le recentrage prévu du PTZ sur les zones tendues en 2020 a été annulé.
- **Les volumes seraient ainsi en repli de l'ordre de 6% en 2020**. La hausse des prix serait de 3% dans l'ancien et de 4% dans le neuf.

Risque de bulle ?

- Il n'y a **pas de surévaluation généralisée des prix, ni de risque majeur de bulle immobilière sur l'ensemble de la France**.
- Mais l'analyse doit être nuancée en fonction des segments : **il y a une surévaluation marquée à Paris et dans certaines grandes villes** (Bordeaux, Lyon ou Nantes).
- Dans ces villes, les prix devraient rester en hausse significative en 2020. Mais, à moyen terme, une hausse significative des taux ou un accident conjoncturel pourraient entraîner une correction de ces marchés résidentiels.



ECO

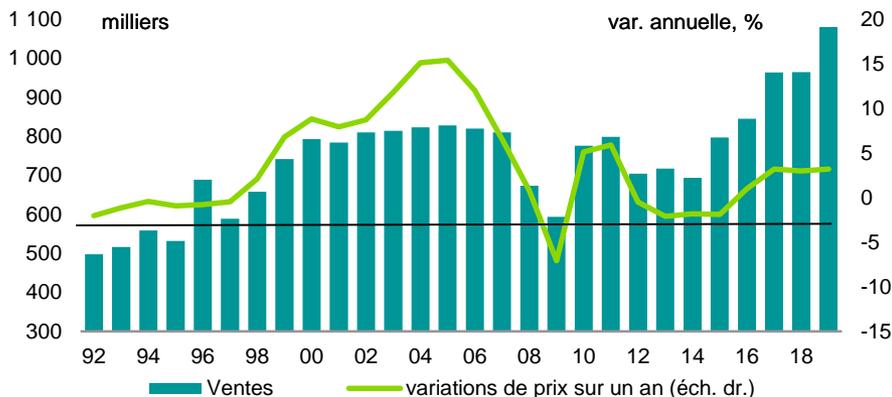
FRANCE – IMMOBILIER

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES 2020

1 | ÉVOLUTIONS RÉCENTES

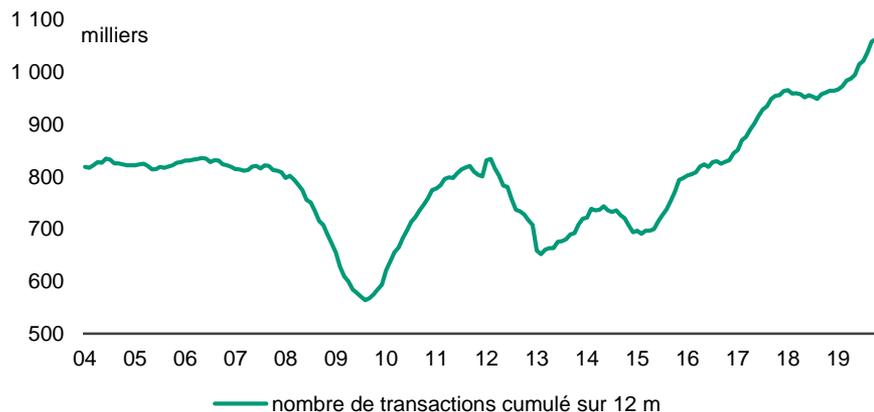
2 ANALYSE ET PERSPECTIVES

France : ventes et prix de logements anciens



Sources : CGEDD, Notaires, Crédit agricole SA / ECO

Ventes de logements anciens



Sources : CGEDD, Notaires, Crédit agricole SA / ECO

Les niveaux de ventes sont très élevés en 2017-2018, de 965 000 unités par an en moyenne.

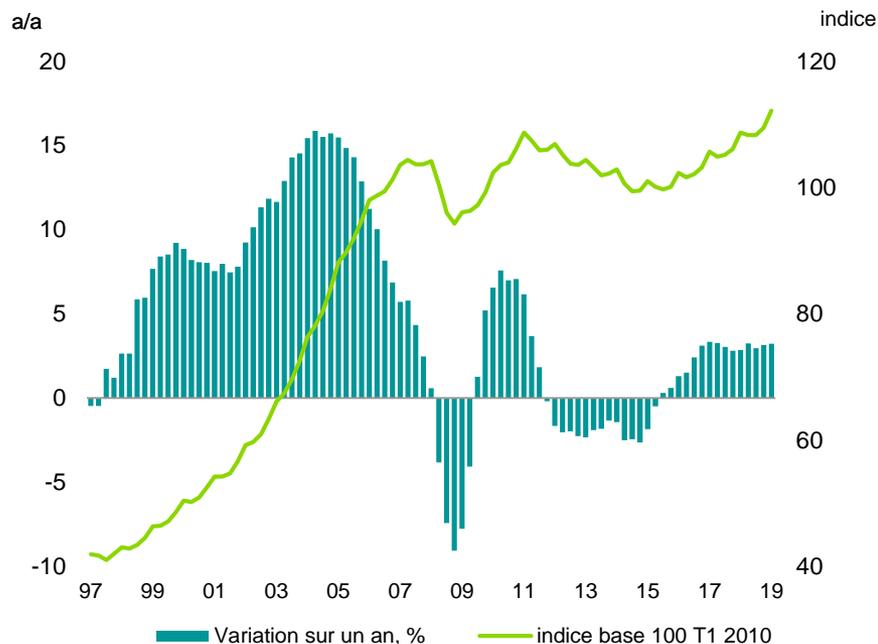
Ces niveaux dépassent nettement les points hauts du *boom* précédent, 825 000 ventes par an en 2004-2006.

Nouveaux records en 2019. Le seuil du million est dépassé, avec 1 070 000 unités en novembre (cumul douze mois), soit +10,9% sur un an.

En Ile-de-France, en 2018, les ventes restent très élevées, 177 500 logements, supérieures de 9% aux niveaux du *boom* des années 2000. Elles atteignent 52 140 unités au T3 2019, +9% sur un an, et sont en hausse de 6% sur un an en cumul douze mois.

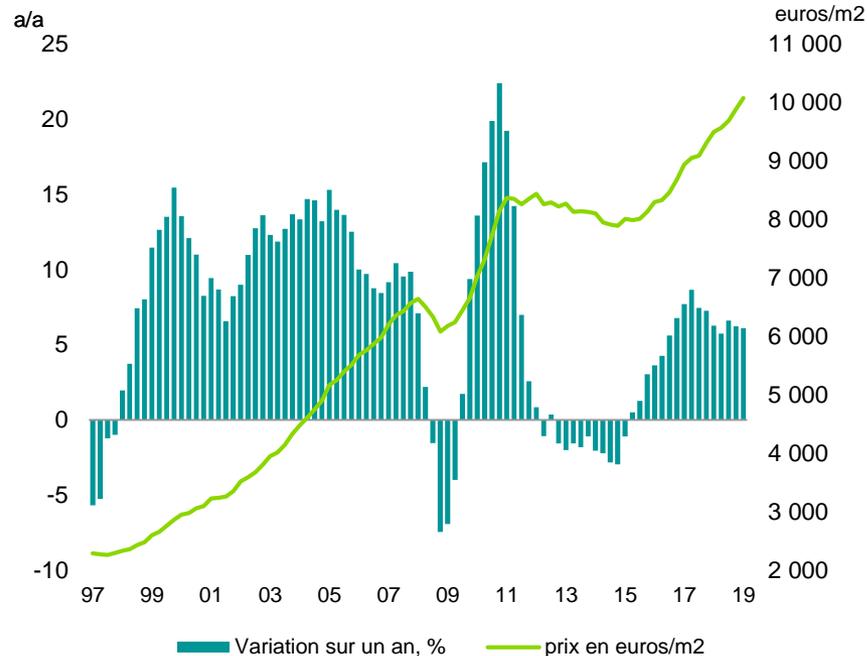
Le marché reste fluide, conforté par des taux de crédit toujours très bas, avec des acheteurs qui se décident vite et une vitesse de rotation du parc élevée.

Prix des logements anciens



Sources : Insee, Notaires, Crédit agricole SA / ECO

Prix des logements à Paris



Sources : Insee, Notaires, Crédit agricole SA / ECO

Hausse de 3,2% sur un an fin 2018 et 3,1% au T3 2019. Les prix restent en hausse assez mesurée, compte tenu du niveau record des transactions. Hausses plus marquées à Paris, Lyon et Bordeaux.

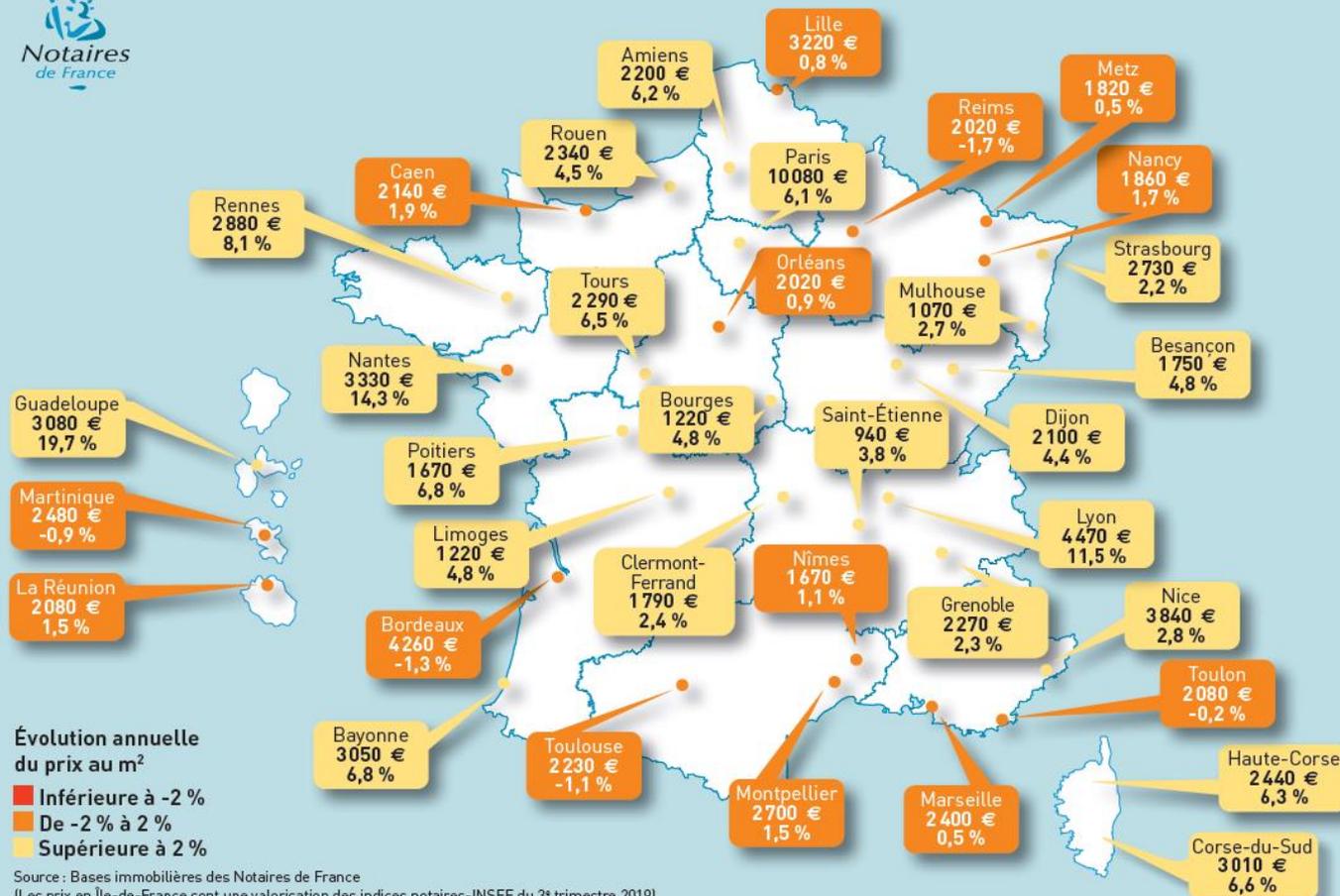
Progression de +6,1% à Paris, +3,6% en Ile-de-France et +3% en province au T3 2019.

ÉVOLUTIONS RÉCENTES

PRIX PAR VILLES SOURCES : NOTAIRES DE FRANCE

PRIX AU M² MÉDIAN DES APPARTEMENTS ANCIENS AU 3^e TRIMESTRE 2019

► Évolution en un an : 1^{er} juillet 2019 au 30 septembre 2019 / 1^{er} juillet 2018 au 30 septembre 2018



Hausse moyenne des prix des appartements anciens de 4% sur un an au T3 2019, 4,7% en Ile-de-France, 3,5% en Province. Carte issue de la note de conjoncture immobilière des Notaires de France.

ÉVOLUTIONS RÉCENTES

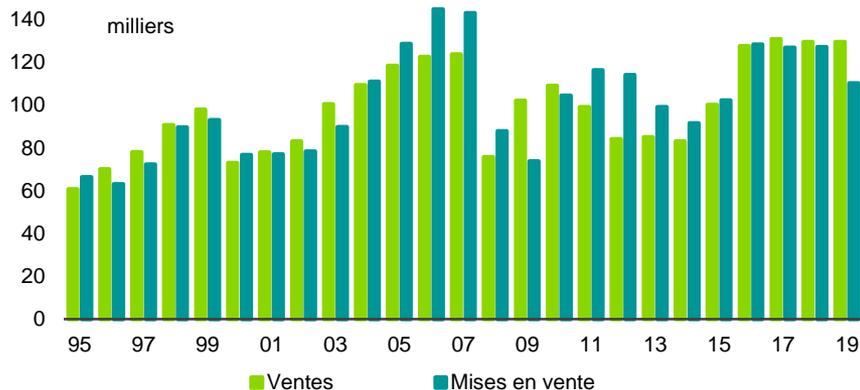
VENTES DE NEUF STABILISÉES

France : ventes de logements neufs



Sources : Ministère de l'Écologie, Crédit Agricole SA / ECO

Ventes et mises en vente de logements neufs



Sources : Ministère de l'Écologie, Crédit Agricole SA / ECO

Ventes de logements neufs (filière promoteurs, ventes au détail, source ministère de l'Écologie) quasi-stables :

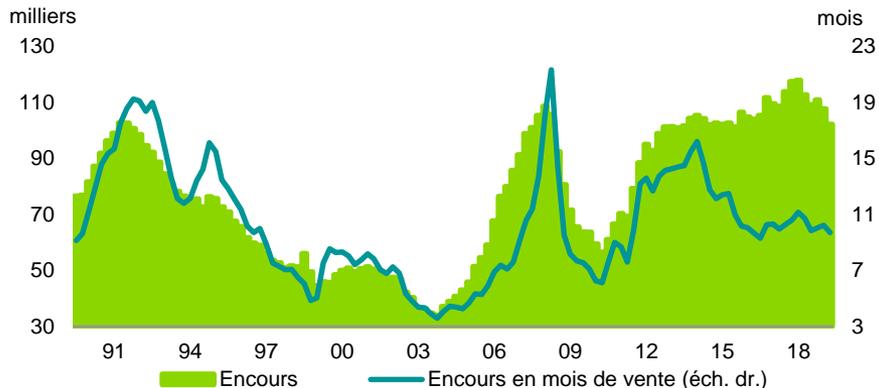
- En 2018, 129 500 ventes, -1,1% sur un an. Léger repli par rapport à 2017, mais niveaux élevés, supérieurs de 5% aux points hauts de 2006-2007 (123 000 / an). En Ile-de-France, +7,9% sur un an.
- En 2019, 129 500 ventes, même niveau qu'en 2018. En Ile-de-France, hausse assez marquée, +4,2%.
- Marché assez soutenu, mais affecté par le recentrage des mesures fiscales, la hausse des prix, la faiblesse de l'offre.

Ventes en bloc de logement neuf (promoteur) : baisse en 2018, -5% sur un an, et recul de 4% sur un an sur les neuf premiers mois de 2019, liés à la réorganisation du secteur HLM (plan Elan, baisse des APL et des loyers...). (source FPI).

Ventes de maisons individuelles hors promoteurs :

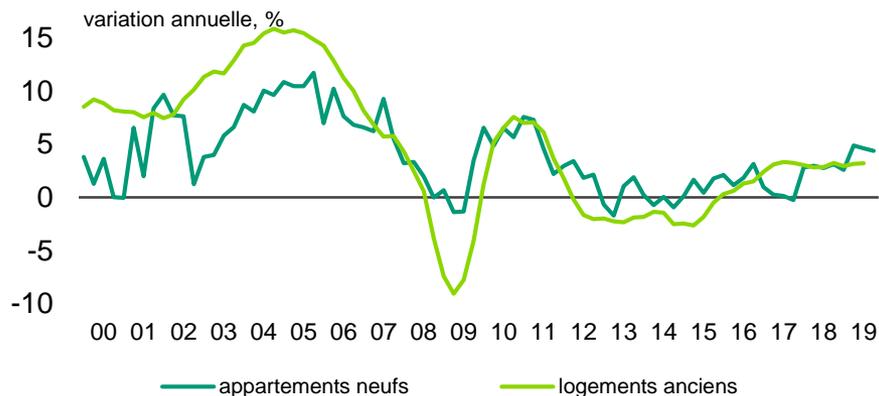
- En 2018, net repli à 120 000 ventes, -11% sur un an. Légère reprise en 2019. En décembre, 125 600 ventes en cumulé, +5% sur un an.
- Ces niveaux restent assez nettement en deçà des records de 2006-2007 (189 000 par an).

Encours de logements neufs



Sources : Ministère de l'Ecologie, Crédit Agricole SA / ECO

Prix des logements



Sources : Ministère de l'Ecologie, Notaires, Crédit Agricole SA / ECO

Mises en vente de logements neufs (promoteurs) quasi-stables en 2018, +0,03% sur un an. Repli très net en 2019, 110 000 unités, -13,3% sur un an. En Ile-de-France, nette baisse de 16,1% en 2019, après +2,1% en 2018. Difficultés à initier de nouveaux projets (rareté et prix élevés du foncier, poids des normes et des recours...).

Encours de logements neufs (ensemble des logements neufs promoteur à vendre et non vendus) :

- En baisse graduelle : 102 100 unités au T4 2019, -9,4% sur un an (112 600 au T4 2018).
- Ratio encours/ventes : 9,7 mois au T4 2019, après 10,7 mois un an plus tôt, niveau un peu en deçà de la moyenne historique. Ratio assez bas, 8 mois, en Ile-de-France.

Stocks proprement dits modérés : 4% des encours sont des logements achevés, 24% en cours de construction et 72% en projet.

Prix en accélération (faiblesse de l'offre et hausse des coûts de construction) :

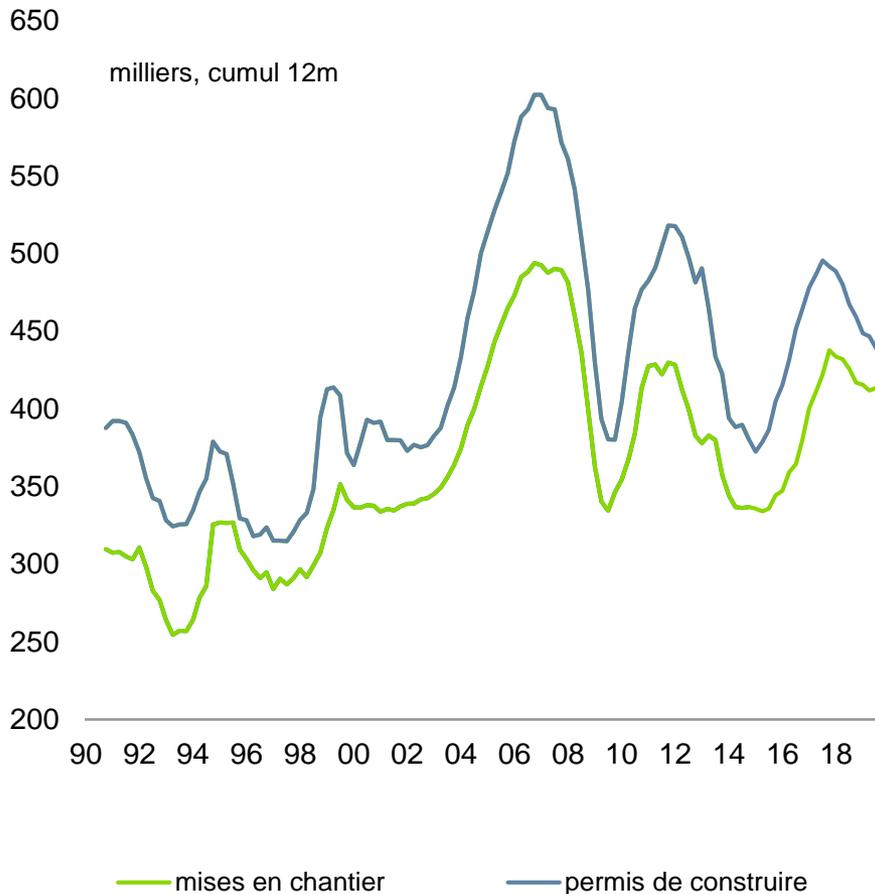
- Appartements : +4,4% sur un an au T4 2019 en France, +4,5% en Ile-de-France.
- Maisons (promoteurs) : +3,2% sur un an au T4 2019 en France, +8,9% en Ile-de-France.



ÉVOLUTIONS RÉCENTES

REPLI DE LA CONSTRUCTION

Permis de construire et mises en chantier



Sources : Ministère de l'Ecologie, Crédit Agricole SA / ECO

Après un net repli en 2012-2014, la construction de logements s'était nettement redressée en 2016-2017. En 2017, les mises en chantier étaient remontées à 438 000 unités et les permis de construire à 492 000 unités.

En 2018 et 2019, léger repli de la construction. Délais de réaction de plusieurs mois entre actes de vente et démarrage des chantiers → Construction graduellement affectée par le tassement des ventes de neuf (notamment ventes en bloc et maisons individuelles).

En 2019, légère baisse des mises en chantier à 410 000 unités, -1% sur un an, et des permis de construire, 449 000 unités, -2,3% sur un an.

Au T4 2019, repli des mises en chantier par rapport au T3, - 2,5%. Les permis connaissent un rebond assez net, +12% en variation trimestrielle, qui corrige le creux enregistré au T3.



FRANCE – IMMOBILIER

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES 2020

1 ÉVOLUTIONS RÉCENTES

2 | ANALYSE ET PERSPECTIVES

Déterminants de l'immobilier

facteurs positifs	facteurs négatifs
démographie, retraite	prix en hausse
effet valeur refuge	recentrage mesures fiscales
ratio de CDL habitat très bas	offre de neuf insuffisante
très bas niveau des taux de crédit	risque de léger resserrement de l'octroi de crédit
conjoncture et confiance honorables	

Source : Crédit Agricole SA / ECO

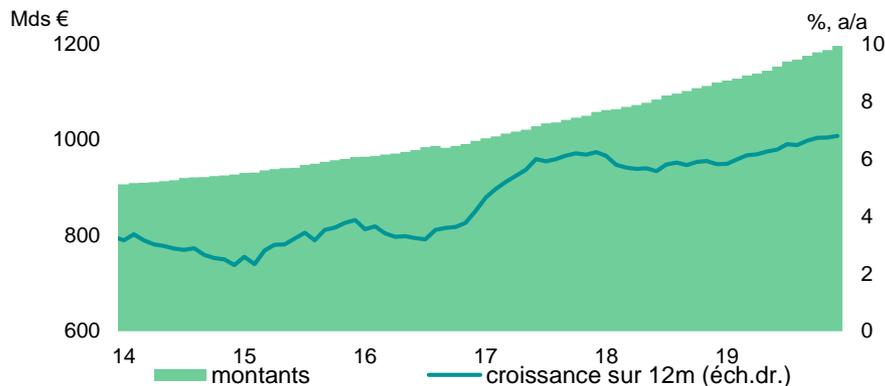
Fondamentaux structurels positifs.

Facteurs conjoncturels (croissance, chômage, confiance) plutôt bien orientés.

Ancien : marché très soutenu. Facteurs structurels et conditions de crédit très favorables.

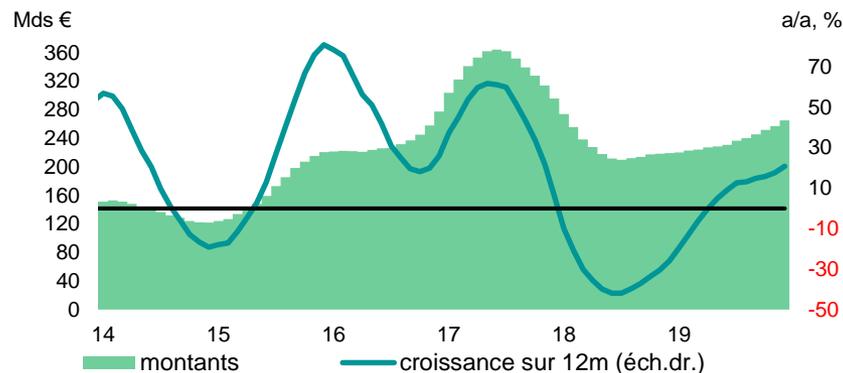
Neuf : stabilité. Recentrage graduel des mesures de soutien sur les zones tendues (notamment le dispositif Pinel, en revanche annulation du recentrage du PTZ prévu en 2020). Faiblesse de l'offre.

Encours de crédit habitat ménages



Sources : Banque de France, Crédit agricole SA / ECO

Production de crédit habitat (cumul sur 12 mois)



Sources : Banque de France, Crédit agricole SA / ECO

Croissance de l'encours de crédits habitat aux ménages élevée et en accélération sur les derniers mois : 5,8% sur un an en décembre 2018 et 6,8% en décembre 2019.

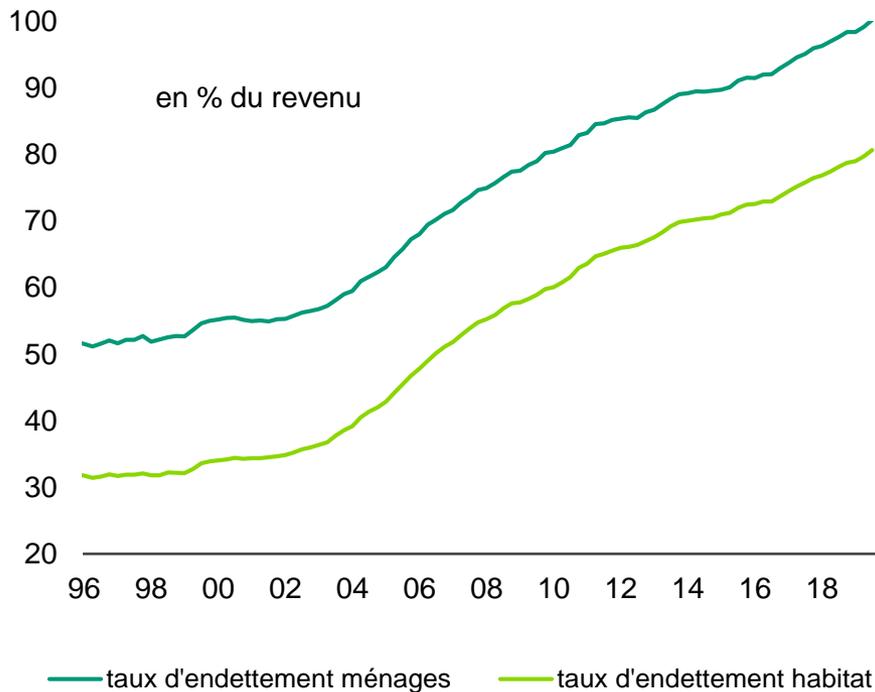
Flux de nouveaux crédits à l'habitat (*i.e.* production de crédit) très volatils. Après de fortes hausses en 2015-2017, le flux annuel s'est replié nettement en 2018, -26% sur un an. Il repart clairement à la hausse en 2019, +21% en décembre (cumul douze mois).

Fluctuations en bonne partie liées aux rachats/renégociations : poids très marqué en 2015-2017, 43% de la production ; poids ramené à 17,3% en 2018 et 19,4% en janvier-septembre 2019. Ce poids remonte fin 2019, 27% au T4.

Hors rachats et renégociations, production de crédit habitat en hausse modérée en 2018, +4,8% sur un an. Net redémarrage en 2019, +14,9% sur un an.

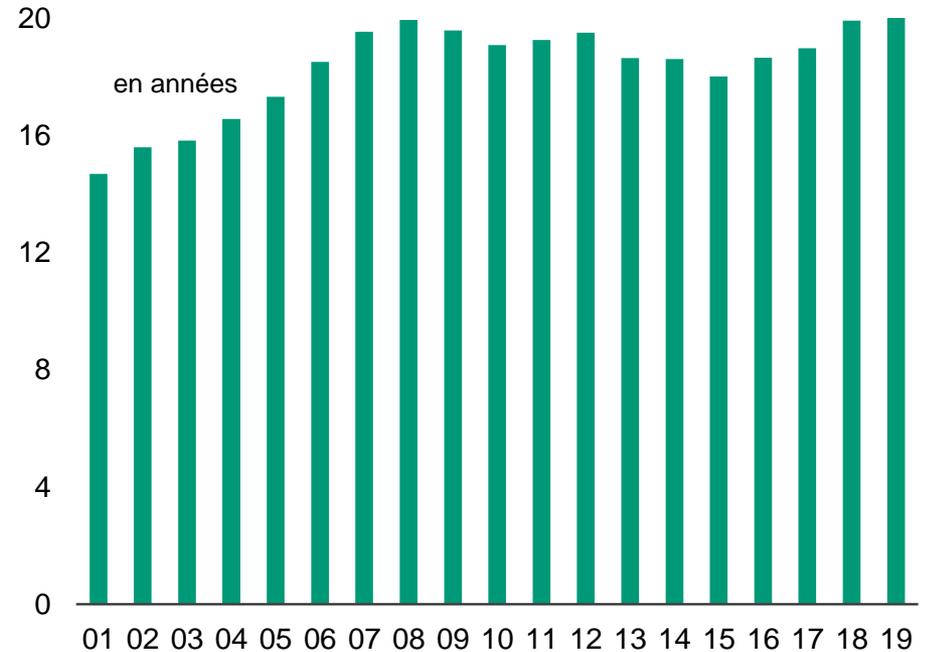
Croissance de l'encours toujours assez dynamique en 2020, mais en ralentissement, vers 5,5% à 6%.

Taux d'endettement habitat



Sources : Banques centrales, Crédit Agricole SA / ECO

Durée initiale d'un prêt habitat

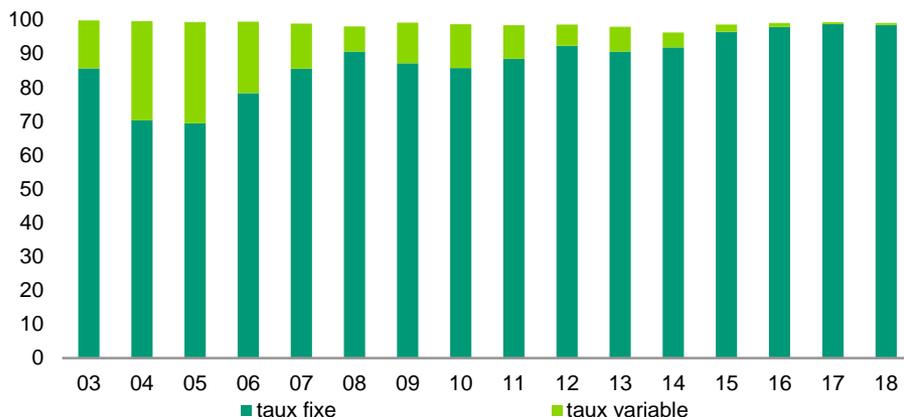


Sources : Banques centrales, Crédit Agricole SA / ECO

Concurrence marquée entre institutions de crédit. Faiblesse des marges d'intérêts et recherche d'un « effet volume ».

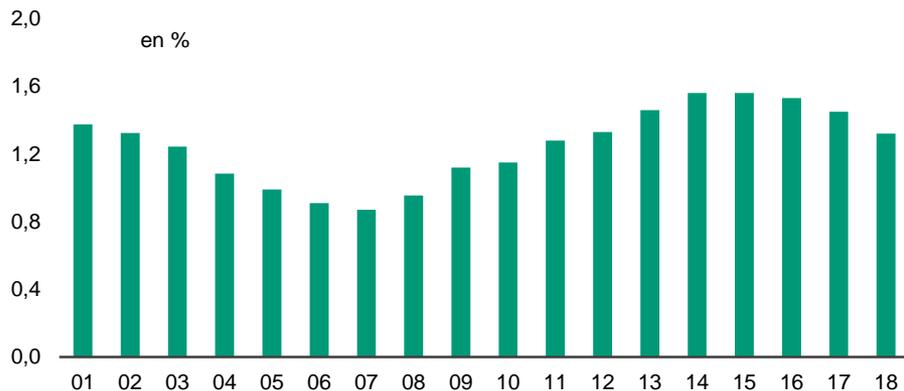
➔ **Conditions de crédit très attractives** : baisse continue des taux de crédit (cf. [pages 17-18](#)) ; allongement graduel de la durée des crédits : 20,4 ans en 2019 (9 mois), après 19,9 ans en moyenne en 2018 ; diminution du taux d'apport personnel : 12,3% en 2019 (9 mois), après 12,7% en moyenne en 2018.

Part production taux fixe/taux variable



Sources : ACPR, Crédit Agricole SA / ECO

Ratio encours douteux/encours total

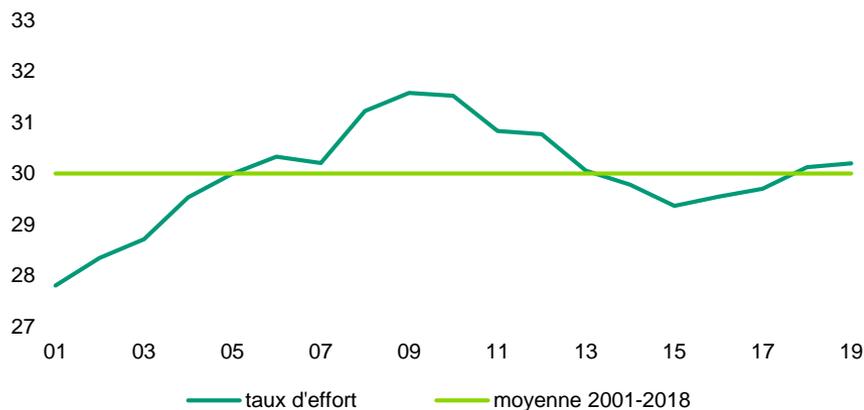


Sources : ACPR, Crédit Agricole SA / ECO

Malgré la forte hausse du crédit et la remontée continue du taux d'endettement habitat des ménages, les risques en matière de financement de l'immobilier restent contenus.

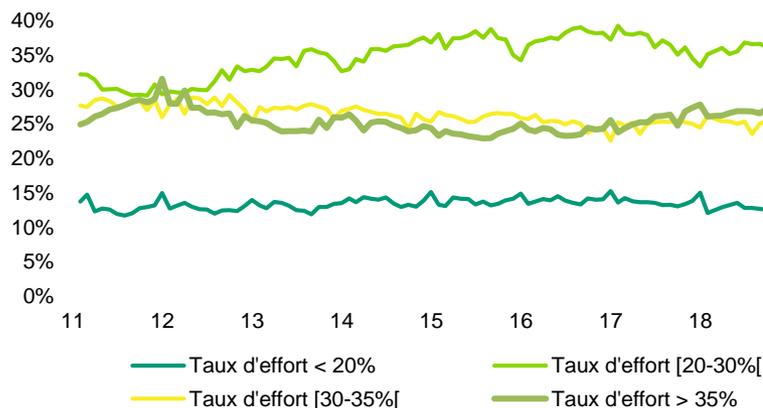
- Octroi d'un prêt fondé avant tout sur la solvabilité de l'emprunteur (et non sur la valeur du bien)
- Taux d'effort moyen (remboursement du crédit/revenu) à peu près stable autour de 30% : 30,2% en 2019 (9 mois), après 30,1% en 2018 et 30% en moyenne en 2011-2018
- Durée initiale moyenne du prêt « raisonnable », même si elle est en hausse graduelle, 20,4 années en 2019 (9 mois), à comparer à 19 années en moyenne en 2011-2018
- Production très majoritairement à taux fixe, à 98,5% en 2018, après 98,7% en 2017
- Taux d'encours douteux très modéré et en baisse, à 1,32% en 2018, après 1,46% en 2017 et 1,52% en 2016

Taux d'effort moyen



Sources : ACPR, Crédit Agricole SA / ECO

Poids des crédits par niveau de taux d'effort



Sources : ACPR, Crédit Agricole SA / ECO

Toutefois, le HCSF(*) a alerté en décembre 2019 sur la dégradation de certaines conditions d'octroi

- **Taux d'effort** : le taux d'effort moyen reste à peu près stable (cf. [page précédente](#)), mais la part des crédits avec taux d'effort supérieur à 35% s'est accrue depuis 2015. Elle est passée de 23,6% en 2015 à 28,4% en septembre 2019. Cette part est cependant assez volatile et atteint 25,6% en moyenne en 2011-2018.
- **Durée moyenne des nouveaux crédits** en hausse continue sur les années récentes, de 18 ans en 2015 (moyenne) à 20,4 ans en 2019 (moyenne 9 mois) ; 5% des nouveaux crédits dépassent 25 ans.

➔ Recommandations du HCSF aux banques

- Taux d'effort à l'octroi de 33% du revenu net au maximum.
- Durée du crédit à 25 ans au maximum.
- Possibilité de s'écarter du strict respect de ces critères sur 15% maximum de la production.
- Sur ces 15%, les trois-quarts seraient réservés aux primo et secundo-accédants (acquéreurs de résidence principale).

(*) : Haut Conseil de Stabilité Financière

Production de crédits à taux d'effort > 35%

en % du total de la production de crédits habitat

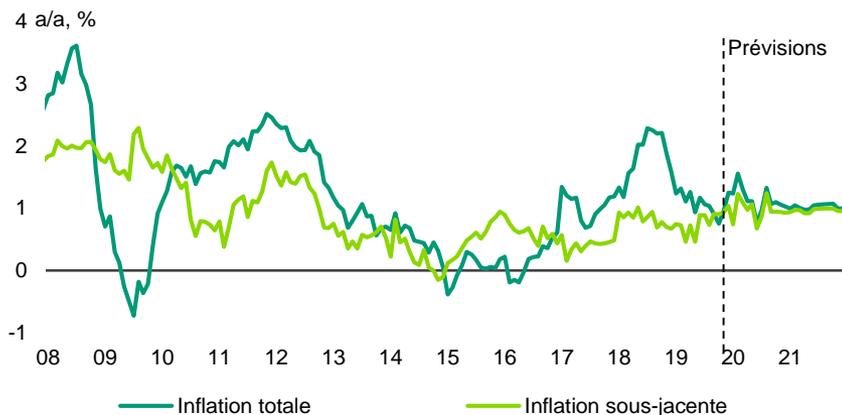
situation actuelle	sept-19	Moyenne 9 mois 2019
Primo-accédants	4,2	4,4
Secondo-accédants	13,6	13,9
Investisseurs	4,8	5,1
Autres crédits	2,9	3
Primo/secondo accédants	17,8	18,3
Investisseurs/Autres	7,7	8,1
Total	25,5	26,4
niveau maximum recommandé par le HCSF		
Primo/secondo accédants	11,25	
Investisseurs/Autres	3,75	
Total	15	

Source : estimations Crédit Agricole SA / ECO, d'après les données enquêtes ACPR

Effet global de ces recommandations

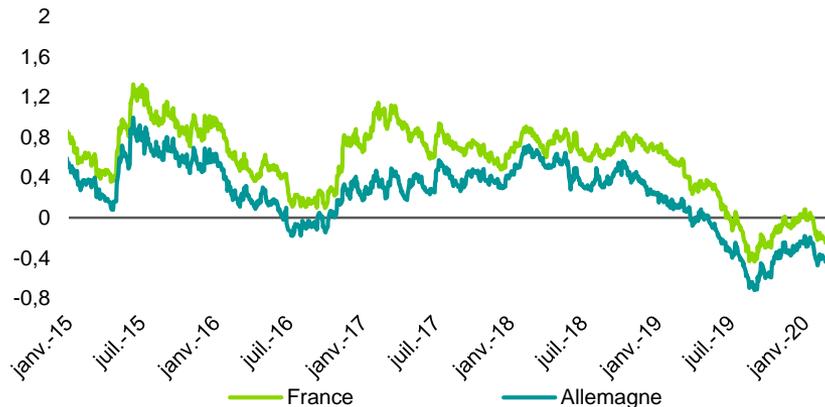
- D'après les données de l'enquête mensuelle de l'ACPR, ces recommandations pourraient, toutes choses égales par ailleurs, conduire à une baisse de la production d'environ 10%, le poids du compartiment à taux d'effort élevé devant être ramené d'environ 26% actuellement à 15%.
- La baisse de la production devrait toutefois être plus modérée. L'effet de ces recommandations serait plutôt perceptible à partir du second semestre. De plus, une partie des emprunteurs à taux d'effort élevé pourraient mobiliser une part de leur épargne (assurance-vie, PEL...) pour accroître leur apport personnel et ramener leur taux d'effort en deçà de 33%.
- La réduction d'environ 26% à 15% du poids des crédits à taux d'effort élevé devrait affecter particulièrement les investisseurs locatifs et le compartiment « autres crédits » (notamment résidences secondaires) : le poids de ces catégories d'emprunteurs à taux d'effort élevé serait ramené de 8,1% à 3,75% du total des crédits habitat. Le poids des primo et secondo-accédants à taux d'effort élevé serait ramené de 18,3% à 11,25% du total.

France inflation et inflation sous jacente



Sources : Insee, Crédit Agricole SA / ECO

Taux dix ans



Sources : Banque de France, Crédit Agricole SA / ECO

Taux longs OAT dix ans à des niveaux très bas en 2018, 0,73% en moyenne, après 0,78% en 2017. Nouveau repli marqué en 2019, +0,13% en moyenne. Et le rendement devient négatif au second semestre, -0,14% en moyenne.

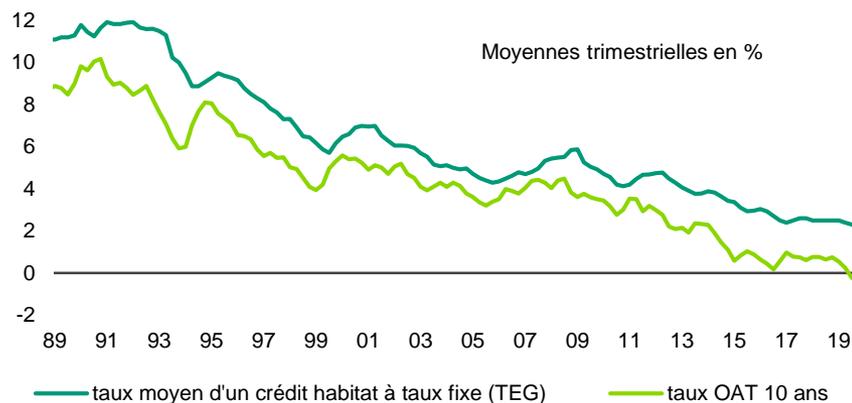
Prévisions revues nettement en baisse : -0,20% fin 2020 et 0% fin 2021, après 0,1% fin 2019.

Ces niveaux très faibles s'expliquent par :

- Des statistiques économiques décevantes en zone euro. La croissance serait proche de 0,5-0,7% en 2020 (avec prise en compte des effets de l'épidémie de coronavirus), après 1,2% en 2019. L'inflation reste faible, 1,1% en 2020 après 1,2% en 2019, nettement en deçà de la cible de 2%.
- Une politique monétaire de la BCE qui reste très accommodante, afin de renforcer la croissance, redresser les anticipations d'inflation et se prémunir contre les risques multiples (guerre commerciale États-Unis - Chine, freinage chinois, risque de récession aux États-Unis, *Brexit*...).
- De nouvelles mesures de soutien ont ainsi été décidées en septembre 2019 : baisse de -0,4% à -0,5% du taux de dépôt ; nouveau programme de TLTRO ; reprise du programme d'achats nets d'actifs, à hauteur de 20 milliards par mois.
- Une aversion au risque des investisseurs face à ces risques multiples, qui conduit à privilégier les valeurs refuges.

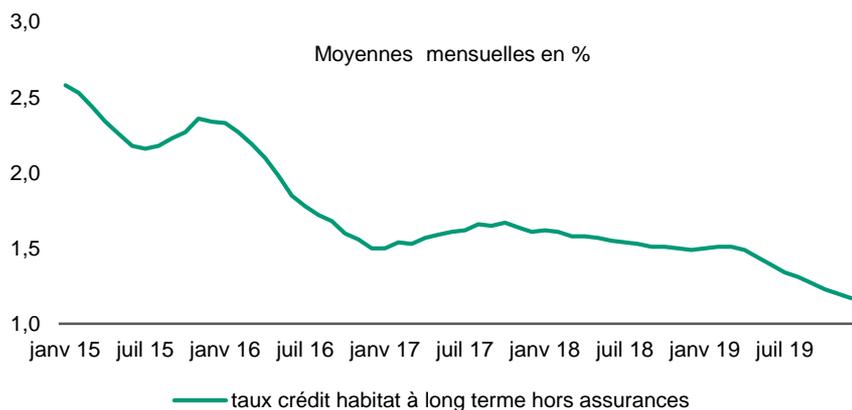
D'où le maintien d'un niveau négatif en 2020-2021 pour les taux des Bund et proche de zéro pour les OAT dix ans.

Taux de crédit habitat



Sources : Banque de France, Crédit Agricole SA / ECO

Taux de crédit habitat



Sources : Banque de France, Crédit Agricole SA / ECO

Net repli sur les années récentes :

- 3,8% en moyenne en 2012, 1,6% en 2017, 1,5% en 2018 (taux crédit à long terme à taux fixe hors assurances).
- Ce lent repli se poursuit en 2019, à 1,3% au T3 et 1,2% au T4.

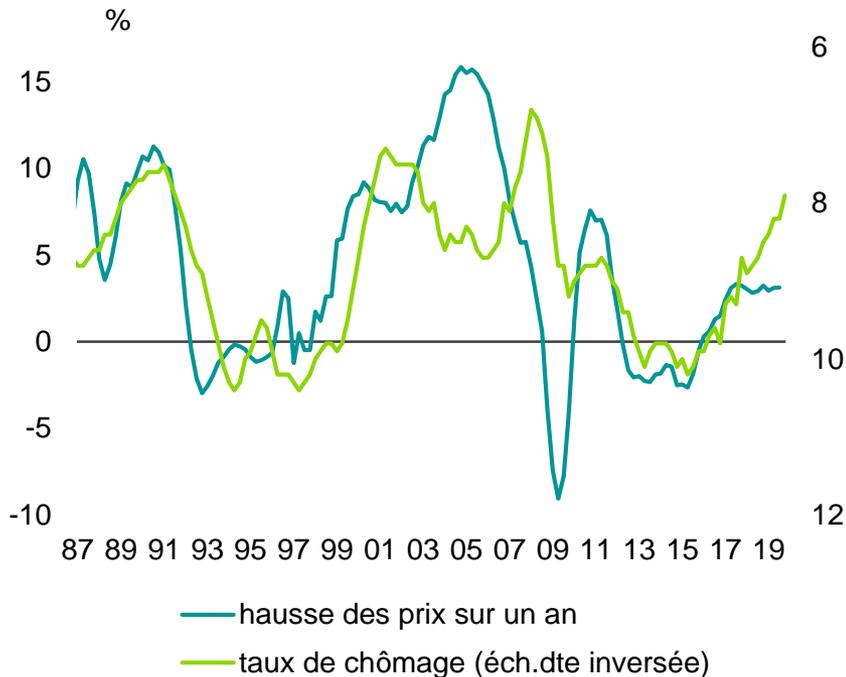
Cette décrue graduelle des taux de crédit s'explique par la baisse continue des taux OAT dix ans et par la concurrence marquée entre institutions de crédit et leur recherche de l'effet « volume de crédit ».

Taux historiquement bas et a priori proches de leur plancher.

➔ Maintien de l'effet de rattrapage ou d'aubaine. D'où le net rebond des ventes en 2017-2019.

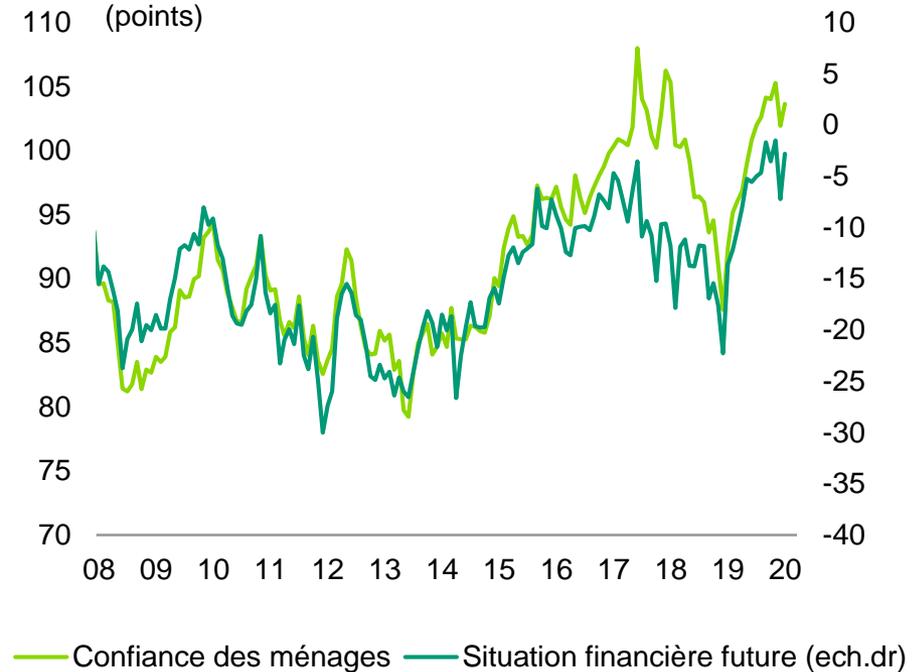
Quasi-stabilité ou très légère hausse prévue des taux de crédit habitat en 2020, du fait de l'évolution attendue des taux longs et de la faiblesse des marges d'intérêts.

Prix immobiliers et taux de chômage



Sources : Insee, Notaires, Crédit Agricole SA / ECO

Confiance des ménages



Sources : Insee, Crédit Agricole SA / ECO

La croissance a atteint 1,2% en 2019 et est prévue à environ 0,8% en 2020 (avec prise en compte des effets de l'épidémie de coronavirus). Elle résiste mieux que celle de l'Allemagne et de l'Italie au ralentissement mondial. Le taux de chômage (métropole) recule peu à peu, vers 8,2% en 2019 et 7,7% en 2020, après 8,7% en 2018.

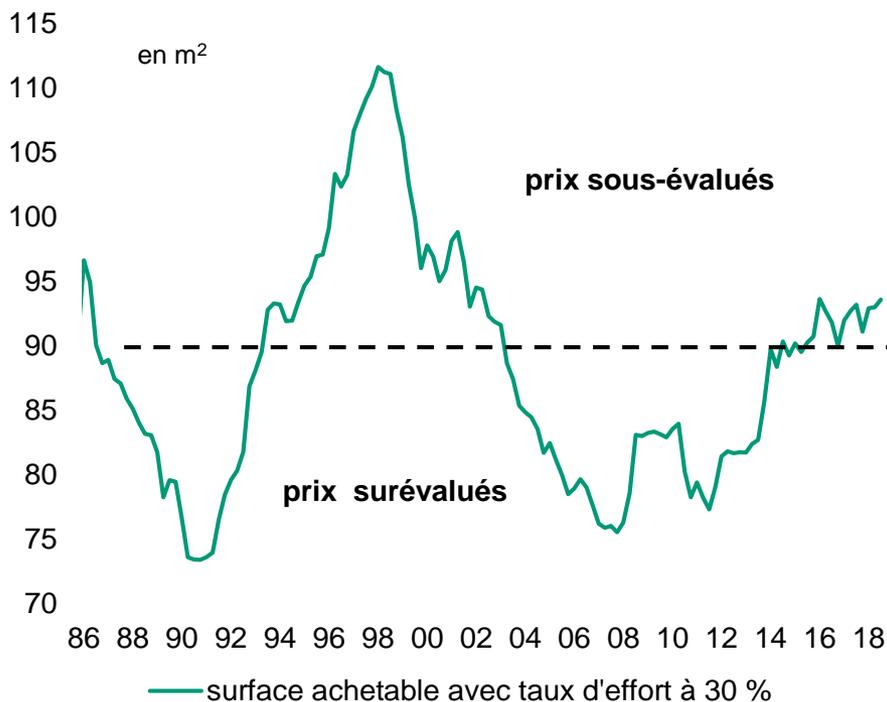
La confiance des ménages s'est redressée au cours de l'année 2019 et redevient supérieure à sa moyenne de longue période.

2

ANALYSE ET PERSPECTIVES

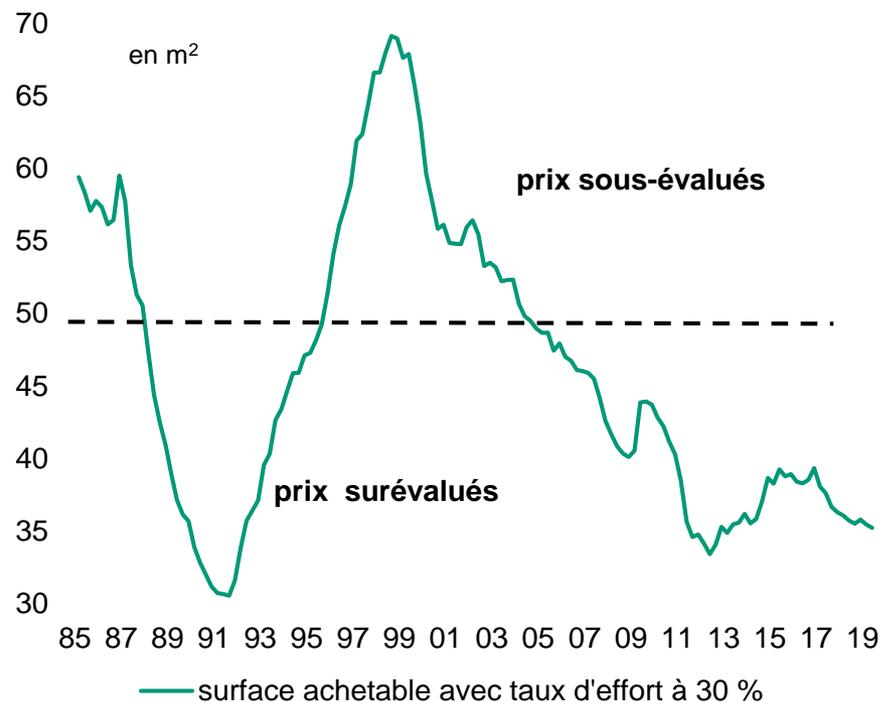
RISQUES SUR LA CAPACITE D'ACHAT

Capacité d'achat France



Sources : Clameur, INSEE, Banque de France, Crédit agricole SA / ECO

Capacité d'achat Paris



Sources : OLAP, Notaires, Banque de France, Crédit agricole SA / ECO

Capacité d'achat de logement = surface qu'un primo-accédant à revenu moyen peut acheter au cours du temps aux conditions du marché avec un taux d'effort à 30%.

En France, niveau acceptable. Mais risque de légère réduction de cette surface achetable en 2020, avec hausse des prix (ancien et neuf) et stabilisation des taux et de la durée des crédits. Les acheteurs pourraient devenir plus prudents. À Paris, prix clairement surévalués.

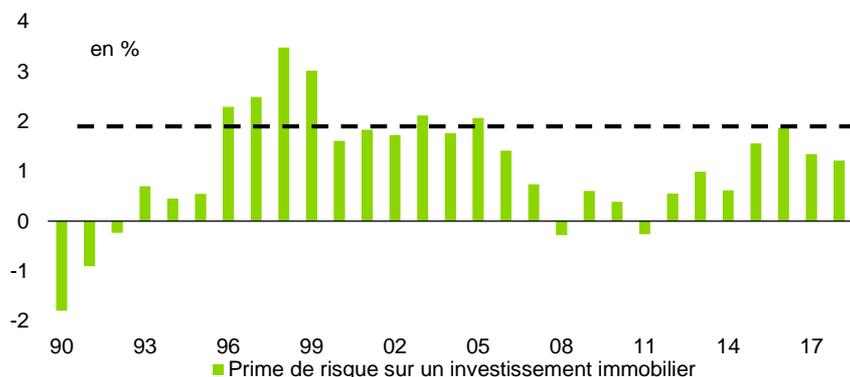
Baisse des mises en vente dans le neuf promoteurs

- Dans le logement neuf, le tassement des ventes s'explique en partie par la faiblesse de l'offre.
- Les mises en vente dans le segment « promoteurs » se sont nettement repliées en zones non tendues en 2019 (-31% en zone B2), du fait de la baisse (passée et à venir) des ventes et notamment du recentrage des mesures fiscales. Mais elles reculent également assez fortement en zones tendues (-19% en zone A/Abis).
- Le déficit de logements en zones tendues s'explique par :
 - La rareté du foncier,
 - Le poids des normes de construction,
 - Les recours abusifs,
 - Les délais d'obtention des permis. Ce phénomène est renforcé en 2019 par les échéances électorales : à l'approche des élections municipales de mars 2020, les élus locaux sont plus réticents pour accorder des permis.

« Choc d'offre » à venir

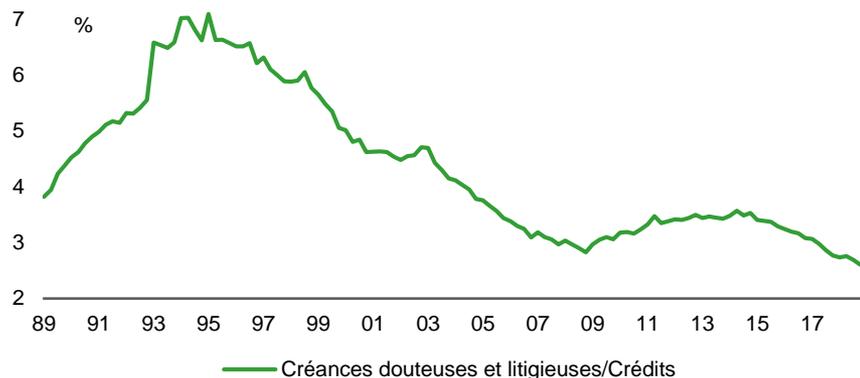
- Le plan ELAN propose une série de mesures pour réduire ces contraintes, construire plus et à un moindre coût. Le Grand Paris et les JO 2024 vont également stimuler à terme l'offre de neuf.
- Les incitations fiscales mises en place pour stimuler les cessions de terrains et libérer du foncier privé devraient toutefois avoir un effet assez mesuré.
- Du fait des délais de réalisation, l'effet sur la construction et la vente de logements de ce choc d'offre sera très graduel et mesuré à l'horizon 2020-2021.

Prime de risque Paris (résidentiel)



Sources : OLAP, Notaires, Banque de France, Crédit agricole SA / ECO

Ratio CDL ménages



Sources : Banque de France, Crédit Agricole SA / ECO

Il n'y a pas de surévaluation généralisée des prix et de risque majeur de bulle immobilière sur l'ensemble de la France. Mais les prix sont très élevés et clairement surévalués à Paris et dans certaines grandes villes (Bordeaux, Lyon ou Nantes).

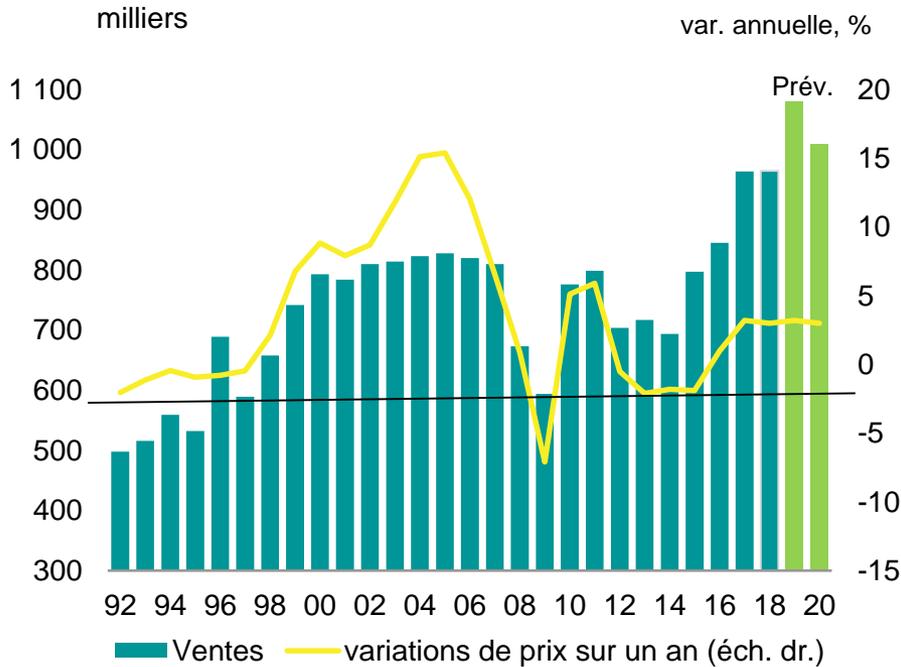
Dans ces villes, les prix devraient rester en hausse significative en 2020, puis freiner peu à peu. Un choc du type hausse brutale des taux ou accident conjoncturel pourrait entraîner une correction marquée. **Mais dans ces villes, le boom actuel n'est pas assimilable à une bulle spéculative du type 1985-1991.**

À l'époque, en Ile-de-France notamment, de **nombreux signaux mettant en évidence une bulle spéculative** :

- Contrôle du risque insuffisant par les établissements de crédit,
- Poids élevé des promoteurs et marchands de biens et comportements clairement spéculatifs avec recherche d'une plus-value à court terme,
- Prime de risque négative à Paris,
- Anticipations trop favorables (loyers, prix, revenus) de la part des acheteurs « classiques »,
- Emballlement des ventes, des prix, du crédit,
- Hausses de prix très fortes (17% par an à Paris),
- Forte hausse des créances douteuses.

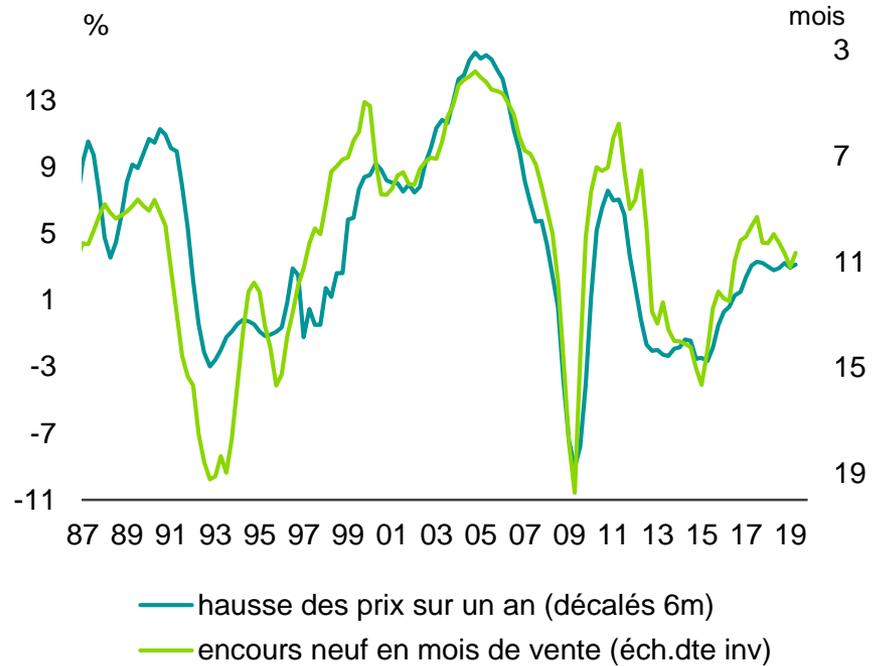
Ces signaux ne sont pas à l'œuvre dans le *boom* actuel.

Ventes et prix de l'ancien



Sources : CGEDD, Notaires, INSEE, Crédit Agricole SA / ECO

Prix de l'ancien et encours de neuf



Sources : Ministère de l'Écologie, Notaires, Crédit Agricole SA / ECO

Scénario central : pas d'emballlement spéculatif ou de rupture brutale.

En 2020, marché encore soutenu, mais en léger recul : effritement de la capacité d'achat ; mesures de soutien un peu moins favorables dans le neuf ; offre de crédit plus prudente ; faiblesse de l'offre de neuf.

Volumes en repli de 6% environ dans l'ancien et le neuf en 2020. Hausse des prix de 3% dans l'ancien, 4% dans le neuf.



CONSULTEZ NOS DERNIÈRES PARUTIONS EN ACCÈS LIBRE SUR INTERNET

21/02/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
18/02/2020	<u>Portugal – Le pays continue sur sa lancée</u>	Zone euro
18/02/2020	<u>France – Établissements de santé : tendances à mi-février 2020</u>	France, sectoriel
14/02/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/02/2020	<u>Les fintech atteignent l'âge de raison</u>	Banque, innovation
12/02/2020	<u>Chroniques électorales américaines – Février 2020 : comment manœuvrer face à un éléphant quand on est nombreux dans un couloir ?</u>	Etats-Unis
07/02/2020	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
06/02/2020	<u>Italie, combien valent les Sardines : 6 000, 250 000 ou 25% ?</u>	Italie
06/02/2020	<u>ECO Tour 2020</u>	France, sectoriel
04/02/2020	<u>Italie – Conjoncture : flash</u>	Italie
03/02/2020	<u>France – Réforme des retraites : Quels impacts ? Quelles questions restent en suspens ?</u>	France
03/02/2020	<u>Zone euro – Conjoncture : flash</u>	Zone euro
03/02/2020	<u>France – Réforme des retraites : Quels impacts ? Quelles questions restent en suspens ?</u>	France



POUR CONSULTER OU VOUS ABONNER
À NOS PUBLICATIONS SUR INTERNET :
<https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

Nos publications économiques non confidentielles sont également accessibles sur l'application « Études Eco » disponible sur [l'App Store](#) et sur [Google Play](#)

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Nos publications économiques non confidentielles sont également accessibles sur l'application « Études Eco » disponible sur [l'App Store](#) et sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.